

# MÉLANGES RELIGIEUX.

POLITIQUES, COMMERCIAUX ET LITTÉRAIRES.

Vol. XI. Montreal, Mardi, 26 Octobre 1847. No. 13.

## NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

### RESUME DES JOURNAUX ANGLAIS.

25 septembre 1847.

Le *Times* est peu rassurant quant à la crise financière et aux moyens que possède le gouvernement pour y mettre fin. Une lettre de sir Charles Wood, chancelier de l'échiquier, au sujet de la détresse dans laquelle se trouve le commerce de Newcastle, a excité les plaintes des commerçants de cette localité. Le *Times* prend parti pour sir Charles Wood. Il trouve, comme lui, que la crise financière est une conséquence des spéculations de ces derniers temps, que le gouvernement n'en est pas cause, et n'a aucun moyen d'y remédier. Le commerce manque d'argent et de crédit, dit-il, parce que le capital de la Banque est petit; il n'est pas plus possible d'augmenter qu'il n'est possible d'augmenter la récolte dans une année de disette.

Les planteurs de la Jamaïque ne trouvent pas non plus le *Times* disposé à compatir à leurs maux. Leurs plaintes viennent mal à propos, dit ce journal; elles ne peuvent que se joindre à un immense élan de lamentations, et de toutes les parties de l'Angleterre on leur répondra: Nous aussi nous avons à souffrir de tout ce que vous souffrez. Le mal dont les colons accusent le *free-trade*, le *Times* l'attribue, comme toujours, à l'abus des spéculations. Du reste, ajoute-t-il, ce mal doit être arrivé à son comble et ne peut plus que décroître. L'excès de la production a amené une diminution de 50 pour cent dans le prix du sucre; cet état de choses ne durera pas. L'augmentation de la population, l'influence que la position de l'Angleterre lui donne sur le monde civilisé, ramèneront l'équilibre. Que les colons fassent des efforts de leur côté pour augmenter leur production; il n'y aura jamais ni trop de sucre, ni trop de blé.

Les Hollandais, selon le *Times*, ont pour les colonies une politique anti-libérale qui, par leurs possessions dans l'Archipel indien, fait le plus grand tort à l'Angleterre. Ils ont le despotisme pour mobile et le monopole pour but. La Hollande, si admirable dans son organisation intérieure, dit le *Times*, et qui, après la domination française, a su relever son commerce détruit et devenir une des contrées les plus riches de l'Europe, la Hollande a toujours eu, pour les colonies, le régime le plus oppressif du monde, et il ne l'est pas moins aujourd'hui qu'il ne l'a jamais été.

Le *Times* examine l'avantage que peut trouver l'Angleterre à avoir un représentant à la cour de Rome. Il va sans dire que cette mesure n'entraînerait que la reconnaissance du pouvoir temporel du pape, et que ce souverain n'aurait pas le droit de s'immiscer dans un acte national ou individuel du royaume-uni de la Grande-Bretagne. S'il y avait tendance chez le pape à entrer dans cette voie, l'Angleterre protesterait d'une manière plus efficace, au moyen de son représentant, qu'elle ne pourrait le faire de chez elle et de loin.

Voici ce que pense le *Morning Chronicle* du langage de la presse ministérielle française sur les affaires d'Italie:

"Il est impossible, dit-il, de rien imaginer de plus pitoyable et de plus humiliant. Nous pourrions nous expliquer une neutralité parfaite. Ce serait une compensation pour la reconnaissance du mariage Montpensier par l'Autriche. Nous comprendrions aussi une alliance avec l'Autriche pour arrêter les mouvements populaires et extirper tous les germes d'un libéralisme contagieux sur les bords de la Méditerranée. Bien plus, aussi longtemps qu'il sera permis à Louis-Philippe de diriger sans contrôle la politique de la France, on ne saurait s'attendre à autre chose. Mais une politique qui n'est ni ceci ni cela, qui ne fait rien, ne propose aucun moyen, qui parle beaucoup, cependant, aujourd'hui en faveur des libéraux, demain contre eux; une politique qui ne cherche point à influencer ou à diriger les événements, qui regarde faire, et prend à ce qui se passe l'intérêt d'un syrophante, pressé de faire sa cour au parti triomphant du moment, ceci, il faut l'avouer, nous ne saurions le comprendre, venant du gouvernement de la France. Et cependant, telle a été la route suivie par le journal représentant l'opinion de M. Guizot. Puis-est-il n'être pas l'expression des dispositions et des intentions du cabinet?"

L'invasion dont est menacée l'Italie paraît être au *Morning Chronicle* la conséquence la plus regrettable de la rupture de l'entente cordiale. Ce malheur cependant peut et doit être empêché, dit-il, et il est à désirer qu'il le soit par l'influence réunie ou l'action combinée des gouvernements anglais et français.

L'Irlande donne de sérieuses inquiétudes au *Morning Chronicle*. Les embarras qu'elle prépare au gouvernement semblent devoir être plus grands encore que ceux de l'année dernière. La récolte des pommes de terre a manqué, celles des grains à été belle, mais ne suffira pas à acquitter les taxes du gouvernement et l'arrière des loyers. Les propriétaires ont le droit de saisir les récoltes de leurs fermiers pour s'indemniser du loyer de leurs terres. Ce droit dont ils ont consenti à se relâcher l'année dernière, ils paraissent disposés à l'exercer en plein cette année. Une lutte désespérée s'en suivra; déjà même on peut dire qu'elle est commencée.

Que fera le gouvernement relativement à la perception de l'impôt? Laissera-t-il dormir la loi ou s'opposera-t-il contre ces malheureux? Dans le premier cas, les secours à donner aux pauvres devront être à la charge des propriétaires, et comment s'acquitteront-ils de ce soin?

La position, comme on le voit, est pleine de difficultés. Aussi le *Morning Chronicle* exhorte-t-il le gouvernement à s'en occuper tout de suite et à aviser aux moyens d'y faire face.

Le *Morning Chronicle* trouve que la nomination du duc d'Annamale est l'acte le plus significatif du règne de Louis-Philippe, et que, depuis trente à trente-trois ans de régimeso-dissant représentatif en France, il n'y en est aucun qui ait montré

d'une manière plus évidente l'omnipotence de la volonté royale et l'impuissance de l'opinion publique.

Le *Morning Post* blâme la lettre de sir Charles Wood et critique l'article du *Times* dont nous avons parlé plus haut. Le journal conservateur n'admet pas que le gouvernement n'ait aucun moyen de soulager le commerce dans les circonstances actuelles. Il serait facile, dit-il, d'augmenter la circulation de l'argent, le crédit commercial et le capital de la Banque, en convertissant une partie de la dette d'Angleterre, en billets de Banque. Attribuer le mal à l'excès des spéculations, c'est condamner le système de sir Robert Peel. Il n'avait pas dit que sa charte pour la Banque devait mettre obstacle aux spéculations hasardeuses? Il est vrai qu'il avait dit aussi qu'avec le *free-trade*, lorsque l'industrie se procurait à peu de frais les matières premières, lorsque le pain et le sucre seraient moins chers, l'argent ne manquerait pas. Les spéculations ont été plus fortes que jamais, et l'argent manque à toutes les branches de commerce.

La guerre au système commercial et financier de sir Robert Peel est la préoccupation constante du *Morning Post*; il y revient tous les jours et à tout propos. Jusqu'ici il s'était peu occupé des affaires extérieures. Aujourd'hui il dit quelques mots sur la Suisse et sur l'Italie, et ces mots se réduisent à ceci: "Les radicaux suisses sont des gens sans foi, aussi qu'instement l'ordre et le bon droit représentés par les cantons ligés. Les Autrichiens ont usé du droit que leur ont donné les traités en occupant Ferrare, et le gouvernement anglais agit avec une légèreté déplorable en soutenant en Suisse les ennemis du catholicisme, et en se faisant Rome le champion du pape."

2 octobre, 1847.

Le *Times* reconnaît que M. Guizot a toujours été, de fait, président du cabinet du 20 octobre; cependant, il laisse une grande part d'influence au maréchal Soult. La politique de M. Guizot, dit-il, est aujourd'hui tout l'opposé de ce qu'elle a été pendant six ans. Il avait basé son administration sur l'alliance anglaise, et depuis un an, il ne cesse de travailler insidieusement à rompre cette union dont il avait fait sa devise. Le premier acte de sa nouvelle ligne politique a été l'affaire des mariages espagnols, et il date de l'époque où le maréchal a cessé de participer aux travaux du cabinet.

Le *Times* fait ensuite l'éloge du maréchal Soult; il rappelle son voyage en Angleterre, à l'occasion du couronnement de la reine Victoria. "Les Anglais, dit-il, n'oublieront jamais les honneurs qu'ils ont été heureux de lui rendre, comme au seul homme vivant digne de les partager avec leur Wellington. Le maréchal Soult, ajoute-t-il, représentait, aux yeux de la nation et de l'armée française, le temps pendant lequel il avait le plus activement servi son pays. Il était soldat et ministre, non de la famille royale, mais de la France. Jamais il n'eût consenti à marcher dans la voie où est entré son prédécesseur. Militaire de l'Empire, serviteur d'un gouvernement né de la Révolution, il n'eût point sacrifié toute considération d'intérêt national à l'agrandissement d'une branche de la famille des Bourbons. A M. Guizot seul revient l'honneur ou la honte de la politique actuelle. Celui-ci a su donner à la couronne et à son ministre plus de puissance qu'ils n'en avaient eu depuis la Révolution. Le gouvernement réunit aujourd'hui la politique de Louis XV à l'influence parlementaire d'un ministre de Georges II. Le règne de Louis-Philippe, qui avait commencé par une copie de la Régence. Et l'honneur à qui la France doit ce retour aux traditions de l'ancienne monarchie est celui qui, plus que tout autre, a contribué à l'expulsion des anciens Bourbons!"

Le *Times*, tout en reprenant le *Morning Chronicle* sur l'importance qu'il attache à la nomination du duc d'Annamale, et en disant que cet acte est d'un intérêt tout français et ne mérite d'être relevé par les journaux anglais que comme fait historique, en laisse néanmoins entrevoir des conséquences très-graves et de nature, selon ses propres expressions, à faire couler des torrents de sang.

La position de l'Algérie, dit le *Times*, serait très-favorable à Louis-Philippe, dans le cas où il songerait à une invasion dans l'une ou l'autre péninsule; il est facile d'y rassembler et d'y entretenir une armée prête à marcher au premier signal. En quelques heures elle pourrait être transportée à sa destination. En ce qui concerne l'Espagne, cette éventualité paraît encore fort éloignée. Mais il y a des troubles graves en Sicile; Louis-Philippe est parent des Bourbons de Naples; le duc d'Annamale a épousé la fille du prince de Salerne. Nous savons comment la branche d'Orléans sait se servir des révolutions et combien elle est habile à se substituer aux autres.

Le *Morning Chronicle*, dans l'article dont parle le *Times*, fait ressortir tous les dangers dont est menacée l'Algérie, et les embarras qu'elle donne à la France, et les pertes qu'elle lui a causées.

Charles X et Polignac, dit-il, en leguant la conquête d'Alger à la branche cadette, lui ont fait un don plus funeste que la chemise de Nessus; ils se sont ainsi pleinement vengés de son hypocrisie et de sa déloyauté.

Il y a eu lieu de s'étonner, ajoute-t-il, en voyant les journaux français de l'opposition se contenter de discuter, à l'occasion de la nomination du duc d'Annamale, le point constitutionnel de la question, au lieu de porter l'attention du public sur les difficultés immenses de la tâche imposée au nouveau gouverneur-général. Ces journaux reculeraient-ils devant la constatation de tout ce que l'Algérie a déjà coûté d'hommes et d'argent à la France, et n'auraient-ils de reconnaître combien encore aujourd'hui la possession de ce pays est peu assurée? C'est dans des circonstances d'une haute gravité qu'on rappelle un commandant-en-chef, grossier et sanguinaire à la vérité, mais énergique et vaillant dans la guerre, pour le remplacer par un jeune homme sans expérience aucune. L'avancement d'un père ne saurait aller plus loin. Quels que soient les conseils dont il entoure son fils, si d'ici à quelques années l'Algérie était perdue pour la France, faute d'un homme capable de l'organiser aujourd'hui, et de la défendre ensuite, sur qui ferait-on retomber le blâme?

Les Arabes, ajoute le *Morning Chronicle*, qui, selon le

*Journal des Débats*, appellent Louis-Philippe le sultan des Français, disent vrai. Il est leur sultan en effet. Les janissaires, les mameluks et la régalité des pachas, voilà ce qu'il se propose pour but, et bientôt la France ne sera plus que la Turquie de l'Ouest.

Le choix d'un nouveau directeur de la Banque d'Angleterre et les modifications qui doivent être faites au sujet de ses attributions, occupent beaucoup les esprits. Le *Morning Chronicle*, en admettant la nécessité d'un changement des anciens usages, ne pense pas que ce changement doive être total; il faudrait, selon lui, que l'on continuât à prendre le gouvernement de la Banque parmi les commerçants; mais il faudrait lui accorder une rétribution qui lui permit d'abandonner ses affaires privées pour s'occuper uniquement de celles qui concerneraient sa nouvelle position. Il faudrait aussi agiter la question de la nomination à vie ou à temps, et du degré d'initiative qu'on lui permettrait de prendre dans les cas de crise, la loi de 1847 étant trop restrictive à cet égard. Ce dernier point est très-important; le défaut d'initiative de la Banque dans les circonstances actuelles a été un mal; une liberté plus grande donnerait au gouverneur un pouvoir excessif. Le sort des maisons les plus élevées se trouverait entre ses mains, et il faudrait trouver des garanties contre l'abus qu'il pourrait faire de sa puissance. Les résolutions définitives à prendre pour la loi de la Banque devraient faire le sujet d'une agitation, non dans le parlement comme le demande le *Times*, mais dans le commerce et parmi tous ceux que cette question intéresse plus particulièrement. Quant à la nomination actuelle, le *Morning Chronicle* pense qu'elle devrait être faite à temps, avec la faculté de la renouveler, si à l'époque de ce renouvellement il ne s'élevait aucune objection valable et aucune plainte grave contre le gouverneur.

### RESUME DES JOURNAUX FRANÇAIS.

25 Septembre 1847.

La presse de France, cette semaine, s'est occupée d'une manière toute particulière de la nomination du duc d'Annamale au poste de gouverneur-général de l'Algérie. Cette nomination a soulevé un mécontentement et une désapprobation unanime.

La *Presse* a été très-lacônique; elle voit dans cette nomination une faute, en ce sens qu'elle ne résoudra pas les difficultés existantes, et qu'elle va en créer de nouvelles. Sa désapprobation ne porte pas sur la personne du duc d'Annamale à qui elle accorde tout ce qu'il faut pour remplir la tâche qu'on lui impose, mais sur la mesure elle-même. Ce qu'il y avait à faire était simple, c'est pourquoi on ne l'a pas fait; ce qu'on vient de faire est imprudent sans être hardi; c'est pourquoi on l'a fait.

Le *Constitutionnel* s'est posé en présence de cette nomination deux questions: est-elle constitutionnelle? est-elle opportune? sa réponse à ces questions exprimée avec réserve a été négative. La responsabilité du prince ne pourra être ni réelle ni efficace; ce journal a peur que les plans présentés par le duc d'Annamale ne rencontrent difficilement des objections; pour comprendre l'inopportunité, on n'a qu'à jeter les yeux sur les difficultés de toute sorte qui existent en Algérie: la crise financière de la colonie n'est pas terminée, et les affaires militaires prennent une tournure alarmante du côté du Maroc. Vu ces difficultés, le *Constitutionnel* conçoit des appréhensions pour la réputation d'un jeune prince qui a su se faire déjà quelque titres à l'estime publique, et qui pouvait rendre d'utiles services sur un théâtre moins vaste.

Les autres journaux dynastiques, tels que le *Commerce* et le *Courrier Français*, ont cherché à démontrer que cette nomination est contraire à la nature des institutions d'un gouvernement libre, en ce sens qu'elle étend l'influence d'une famille privilégiée, et qu'elle place à la tête des principaux services de l'état des personnages appartenant à un même intérêt, et ne pouvant tomber sous le coup de la discussion.

Quant au *National*, cette mesure a excité sa colère et son indignation. C'est à ses yeux un acte politique insolent et pour la France et pour l'armée. Il blesse tous les sentiments d'égalité et de justice; il rend la responsabilité illusoire. Il met dans les mains d'un jeune homme d'une capacité ordinaire et très-inexpérimenté l'œuvre la plus difficile, dont la sagesse, la force, le talent, la prudence puissent se charger.

Ce journal radical a ensuite cherché à piquer l'amour-propre des divers fonctionnaires qui se sont distingués en Afrique. Le gouvernement n'a rencontré personne d'assez capable pour conduire cette œuvre à bonne fin. Parmi tant d'administrateurs éminents, de renommées éprouvées, on n'en a pas trouvé un seul supérieur au duc d'Annamale.

Du reste, parmi les avantages qu'on trouve dans cette nomination, le *National* pense que le système y voit un nouveau moyen d'arriver à son fameux projet de dotation, moyen toujours repoussé jusqu'ici, jamais abandonné. Bientôt la France verra rétablie la cométaille pour le duc de Nemours, la grande amirauté pour M. de Joinville, la grande maîtrise d'artillerie pour le duc de Montpensier, et ainsi de suite, à mesure de l'accroissement de la famille.

Le *Journal des Débats* qui avait gardé le silence les premiers jours, s'est enfin expliqué. Les motifs, selon lui, qui ont fait adopter cette mesure, sont à la fois des motifs de considérations d'ordre politique et dynastique. Cette nomination est destinée également à éprouver utilement plutôt qu'à affaiblir le principe de la responsabilité ministérielle. (Un de ses avantages, à ses yeux, sera d'imprimer plus de respect au gouvernement de l'Algérie de la part des Arabes, car ce peuple n'est pas comme le peuple français, fils du XIXème siècle et de Voltaire. Le duc d'Annamale est le fils du sultan des Français, et l'on sait de quel point est le titre de prince chez les tribus, puis elles savent ce que vaut personnellement le duc d'Annamale.)

Le deuxième avantage, ce sont les talents à la fois civile et militaires du nouveau gouverneur. Cette nomination est un habile compromis entre les deux systèmes civil et militaire qui ont divisé tous ceux qui se sont occupés de l'Algérie. Le duc d'Annamale est à la fois homme de guerre et général.

Un troisième avantage sera de faire cesser toutes rivalités, toutes jalousies qui n'eussent pas manqué de naître entre les

divers généraux remarquables qui se sont formés en Afrique. Enfin cette nomination est désirée par tout le monde, la population, l'armée et les Arabes.

Toujours les affaires d'Italie, sur lesquelles il est revenu chaque jour, le *Journal des Débats* n'a rien ajouté à ce qu'il a dit depuis le commencement des mouvements de la Péninsule. Il a enregistré tous les faits que la presse italienne ou les correspondances rapportent du théâtre des événements, surtout ceux qui semblent servir de justification à la théorie de circonstances qu'il s'est fait sur son parti de la modération. Ainsi il a applaudi à l'attitude des légations romaines qui, après l'occupation de Ferrare, ont su garder leur calme et leur dignité au lieu d'exhaler comme ailleurs leur colère dans de prétendues démonstrations populaires, qui ne sont à ses yeux que des émeutes; ainsi il a donné les mains à la mesure du Pape qui vient de suspendre de ses fonctions dans la garde civique le prince Canino, pour avoir pris part à une manifestation de ce genre, aussi bien qu'à celle du roi de Sardaigne, qui a défendu dans ses états la cocarde et le drapeau unis des Sardes et des Romains. Il a récemment pareillement avec une sorte de triomphe, les manifestations qui ont eu lieu à Florence à l'occasion de l'insurrection de la garde nationale.

Ailleurs, le *Journal des Débats* a cherché à prouver la prospérité croissante, thème qu'il avait abandonné depuis quelque temps, et cela à propos d'un travail statistique sur les constructions et les embellissements de Paris, dont le mouvement a été toujours grandissant.

La *Presse* qui est loin d'être du même avis que le journal ministériel sur la prospérité croissante, diffère aussi des *Débats* sur les affaires italiennes.

A propos d'un article du *National*, sur une note de lord Normanby à M. Guizot, dans laquelle le gouvernement britannique proteste, dit-on, contre l'intervention de l'Autriche, tant en refusant l'objection qu'on peut tirer de son intervention en Portugal contre sa conduite présente, la *Presse* a exprimé de nouveaux regrets de voir le gouvernement français qui était particulièrement intéressé dans les questions d'Italie, devancé par le cabinet de St. James, qui n'avait pas les mêmes raisons d'agir.

Quant à l'argument mis en avant par l'Angleterre pour prévenir l'objection de son intervention en Portugal: que les puissances n'ont agi comme elles l'ont fait que parce qu'elles étaient liées par des précédents, et dans le but de terminer la guerre civile, cet argument lui paraît illusoire. Rien de plus facile à l'Autriche que de faire naître quelques troubles à Modène, Lucques, ou ailleurs, afin de se donner le droit de les apaiser.

Au sujet des affaires de Suisse, la *Presse* reste inébranlable dans son opinion, elle ne croit pas que le Vorort en vienne à des mesures extrêmes, quoique tout semble se disposer dans ce sens.

Aux opinions sur l'Italie, des *Débats* et de la *Presse*, nous joindrions celle du *Constitutionnel*. La Péninsule a, selon lui, deux biens distincts à atteindre: la liberté et l'indépendance. Mais de ces deux buts auquel donner la priorité? Evidemment à la liberté. S'y prendre autrement, commencer par l'indépendance ne ferait que compromettre la régénération italienne.

Le meilleur moyen de l'avancer, de détruire le seul obstacle qui s'y oppose, la puissance autrichienne, c'est non d'user de la force et de la violence, mais de développer les germes de liberté qui naissent de toutes parts, c'est de fonder des institutions militaires et politiques, des institutions de crédit, une administration active, libérale, éclairée, d'emprisonner l'Autriche dans une ceinture d'états de plus en plus libres, d'employer en un mot la force morale, et par conséquent de soutenir le pape qui possède cette force.

Toutefois comme la force morale a besoin de force matérielle pour l'appuyer, le *Constitutionnel* voudrait qu'une ligne se formât de tous les souverains libéraux de l'Italie, dont le Pape serait le chef, et le prince Charles-Albert, l'épée. Cette ligne est facile, car tous les Italiens appellent de leurs vœux. Mais le prince Charles-Albert le voudra-t-il? Ou, répond le *Constitutionnel*, pourquoi que la France ne se montre pas hostile, ce n'est point par patriotisme que ce prince acceptera ce rôle, mais par ambition, à condition toutefois que ses intérêts ne seront point inquiétés; or, la seule puissance qui puisse le faire, c'est la France qui les tient à sa merci par la frontière des Alpes, et par Gênes dont le blocus d'une escadre française tarirait les revenus de la Sardaigne.

Les banquets réformistes, à l'exemple de celui de Paris, se répètent dans les départements, ont attiré l'attention du *National*, il y voit un symptôme du réveil de l'esprit public. Il a saisi ensuite l'occasion d'un discours de M. Barrat, dans un de ces banquets, pour essayer de détruire les frayeurs que les *Débats* cherchent à répandre à leur sujet, en présentant ces manifestations comme un indice de bouleversement général, et des progrès du communisme.

La France n'a nullement à s'effrayer selon lui, d'une rénovation devenue nécessaire. Plus qu'une autre nation, elle a tous les éléments de l'ordre: centralisation puissante, homogénéité complète, organisation unitaire, propriété divisée et subdivisée, conseils électifs répandus partout, trois millions de gardes nationaux. Le mouvement social actuel de l'Europe, quoique peu favorable aux dynasties, ne doit donc pas être un sujet d'effroi pour la France.

Quant au second sceptre du journal ministériel, le communisme, c'est peu de chose. Le nombre des adhérents à cette doctrine, qui veut la destruction de la famille, de la propriété, de la patrie, est imperceptible. Le *National* pense que plus que jamais ces trois éléments sont vivants dans les esprits.

Cependant quoique le communisme lui paraisse une folie il cherche sa raison d'être, et il la trouve dans le sentiment qui se révolte à la vue des injustices que supportent les classes laborieuses, et dans la mauvaise répartition des richesses. C'est donc à ses yeux un symptôme l'un mal qu'il faut oser regarder en face, et auquel il porte remède. Ce remède, c'est de réaliser les promesses de la grande révolution.

2 octobre 1847.

Parmi les articles un peu remarquables du *Journal des Débats* de cette semaine, nous résumons celui qu'il a publié sur l'Italie et sur la crise commerciale qui sévit en Angleterre.